

COMPENDIUM SOCIAL DROIT DU TRAVAIL

2020-2021

contenant des annotations fiscales

Tome 1

Généralités, Règles du droit du travail, Promotion de l'emploi, Formation du contrat de travail, Droits et obligations

Willy VAN EECKHOUTTE
Professeur extraordinaire ém. à l'université de Gand
Avocat à la Cour de cassation

Vincent NEUPREZ
Avocat au barreau de Liège

Avec la collaboration de :

Ann TAGHON
Avocate au barreau de Gand

Frédéric KURZ
Avocat général près la Cour du travail de Liège

Michel DEPREZ
Avocat au barreau de Liège
Maître de conférences HEC-ULiège (Tax Institute ULiège)



Zénobe Gramme (bâtiment G)
Square des Conduites d'Eau 9-10, 4031 Liège
www.wolterskluwer.be

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30, 2800 Mechelen
Tél. : 015 78 76 00
client.BE@wolterskluwer.com

*Editeur responsable : Paul De Ridder, Zénobe Gramme (bâtiment G), Square des Conduites
d'Eau 9-10, 4031 Liège*

© 2020 Wolters Kluwer Belgium SA

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2020/2664/163

ISBN 978-94-03-01744-0

BP/CSDT-YI20001

TABLE DES MATIÈRES ANALYTIQUE

Une table des matières plus détaillée se trouve au début de chaque chapitre ou section.

Un index alphabétique figure à la fin de l'ouvrage.

GÉNÉRALITÉS

	p.	
1	Principales abréviations et dénominations	XXVII
2	Citation abrégée de la législation	XXXII
3	Codes	XXXVII
4	Sources de conventions collectives de travail	XXXVIII
5	Recueils et chroniques de jurisprudence	XXXVIII
6	Bibliographie	XXXIX
7	Revue et périodiques	XLI
8	Chiffres et montants	XLI

INTRODUCTION

Titre I.	Évolution historique du droit social	3
CHAP. I.	ÉVOLUTION DU DROIT DU TRAVAIL	4
SECT. I.	Origine du droit du travail	4
SECT. II.	Évolution du droit des relations collectives de travail	6
SECT. III.	Évolution de la réglementation du travail	11
SECT. IV.	Évolution de la réglementation des relations individuelles de travail	12
CHAP. II.	ÉVOLUTION DU DROIT PÉNAL SOCIAL	14
SECT. I.	Évolution du droit pénal social	14
SECT. II.	Évolution du droit de surveillance	15
Titre II.	Les sources du droit du travail	17
CHAP. I.	LES SOURCES INTERNATIONALES	18
SECT. I.	Les organisations internationales	18
SECT. II.	Les organisations européennes	25
SECT. III.	Conventions conclues en dehors des organisations internationales	68

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.
CHAP. II. LES SOURCES NATIONALES	70
SECT. I. La législation	70
SECT. II. Les conventions collectives de travail	80
SECT. III. Autres sources	114
CHAP. III. HIÉRARCHIE DES SOURCES	117
SECT. I. Généralités	117
SECT. II. Hiérarchie des sources des obligations dans les relations de travail entre les employeurs et les travailleurs	118
Titre III. Les acteurs du droit social	121
CHAP. I. LES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DES TRAVAILLEURS	122
SECT. I. La liberté d'association professionnelle	122
SECT. II. Droit de négociation collective	127
SECT. III. Relation syndicat-affilié	128
SECT. IV. Le statut juridique des organisations syndicales	129
SECT. V. Représentativité des organisations syndicales	133
SECT. VI. Organisations	134
CHAP. II. LES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS	138
SECT. I. Les organisations	138
SECT. II. Personnalité juridique	141
SECT. III. Représentativité	141
SECT. IV. Organisations internationales	141
CHAP. III. LES AUTORITÉS PUBLIQUES	142
SECT. I. Autorités fédérales	142
SECT. II. Autorités régionales	143
Titre IV. Organes de concertation du droit social	151
CHAP. I. ORGANES CONSTITUÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL	152
SECT. I. Conseil national du Travail (CNT)	152
SECT. II. Les commissions et les sous-commissions paritaires	165
CHAP. II. ORGANES RÉGIONAUX	182
SECT. I. Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (C.E.S.E.W.)	182

		p.
SECT. II.	Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale (C.E.S.R.B.)	184
SECT. III.	Comité bruxellois de Concertation économique et sociale (C.B.C.E.S.)	186
SECT. IV.	Conseil Économique et Social de la Communauté française	187
Titre V.	Aspects fiscaux	189

CORPUS

Titre I.	Règles du droit du travail	195
CHAP. I.	LE DROIT DU TRAVAIL ET SA STRUCTURE	196
SECT. I.	Le droit du travail	196
SECT. II.	Codification du droit du travail	197
SECT. III.	Structure du droit du travail	198
CHAP. II.	DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE	200
SECT. I.	Occupation à l'étranger	201
SECT. II.	Détachement de travailleurs en Belgique	215
CHAP. III.	DROIT NATIONAL APPLICABLE	223
SECT. I.	Champ d'application personnel du droit belge du travail	223
SECT. II.	Nature du droit du travail	234
SECT. III.	Autonomie du droit du travail	238
CHAP. IV.	EMPLOI DES LANGUES	240
SECT. I.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la Région de Bruxelles-Capitale	242
SECT. II.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans une commune à facilités linguistiques	245
SECT. III.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue allemande	246
SECT. IV.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue française	247
SECT. V.	Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise	248

	p.
Titre II. Promotion de l'emploi	259
CHAP. I. MESURES DE PROMOTION DE L'EMPLOI	260
SECT. I. Promotion de l'emploi dans le secteur privé	264
SECT. II. Promotion de l'emploi dans le secteur public	372
SECT. III. Activation d'allocations de travail (Région wallonne)	394
CHAP. II. FORMATION ET APPRENTISSAGE	402
SECT. I. Formation professionnelle	403
SECT. II. Stage et première expérience professionnelle	432
SECT. III. Contrat d'apprentissage industriel	440
SECT. IV. Formation en alternance – Apprentissage classes moyennes	461
SECT. V. Conventions d'immersion professionnelle	480
SECT. VI. Insertion socioprofessionnelle	484
CHAP. III. INTÉGRATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPÉES	507
SECT. I. Intégration professionnelle des personnes handicapées en Région wallonne	509
SECT. II. Intégration professionnelle des personnes handicapées dans la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxellois francophones)	530
CHAP. IV. RECRUTEMENT ET SÉLECTION	537
SECT. I. Égalité de traitement	537
SECT. II. Notification des emplois vacants	538
SECT. III. Placements	539
SECT. IV. Outplacement	555
SECT. V. Recrutement et sélection	582
SECT. VI. Examens médicaux lors du recrutement et de la sélection	590
CHAP. V. LE TRAVAIL INTÉRIMAIRE	593
SECT. I. Contrat de travail intérimaire	596
SECT. II. Relations entre l'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur	609
SECT. III. Relations entre l'intérimaire et l'utilisateur	611
SECT. IV. Réglementation de l'emploi d'intérimaires	613
SECT. V. Surveillance et sanctions	633
SECT. VI. Commission paritaire pour le travail intérimaire	635
SECT. VII. Bien-être au travail des travailleurs intérimaires	636
CHAP. VI. MISE À DISPOSITION DE TRAVAILLEURS	643
SECT. I. Interdiction de principe	644
SECT. II. Mise à disposition autorisée	650
SECT. III. Surveillance et sanctions	658
SECT. IV. Détachement	659

	p.
CHAP. VII. PROMOTION DE L'EMPLOI POUR CERTAINES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS	661
SECT. I. Marins de la marine marchande	661
SECT. II. Marins pêcheurs	663
SECT. III. Ouvriers portuaires	664
SECT. IV. Ouvriers diamantaires	667
CHAP. VIII. OCCUPATION DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	670
SECT. I. Généralités	671
SECT. II. Occupation de ressortissants de l'E.E.E.	672
SECT. III. Occupation de ressortissants non-E.E.E.	678
SECT. IV. Déclaration préalable en cas de détachement de travailleurs salariés et indépendants étrangers	706
Titre III. Formation du contrat de travail	717
CHAP. I. LA NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL	718
SECT. I. Définition	718
SECT. II. Le contrat de travail et les autres contrats	719
CHAP. II. LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT DE TRAVAIL	731
SECT. I. Contrat	731
SECT. II. Travail	751
SECT. III. Rémunération	754
SECT. IV. Autorité	755
CHAP. III. FORME ET PREUVE	813
SECT. I. Formalités lors de la conclusion d'un contrat de travail	813
SECT. II. Preuve	817
CHAP. IV. LES DIFFÉRENTS TYPES DE CONTRATS DE TRAVAIL	823
SECT. I. En fonction de la nature du travail presté	823
SECT. II. En fonction de la durée du contrat	832
SECT. III. En fonction du volume de l'occupation	865
CHAP. V. LES CLAUSES PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE TRAVAIL	884
SECT. I. Clause d'essai	884
SECT. II. Clause d'arbitrage	885
SECT. III. Clause de non-concurrence	885

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.
SECT. IV. Clause d'écologie	885
SECT. V. Cautionnement	886
SECT. VI. Clauses interdites	886
SECT. VII. Clauses non prévues légalement	888
Titre IV. Droits et obligations des parties	891
CHAP. I. OBLIGATIONS DES PARTIES	893
SECT. I. Généralités	893
SECT. II. Obligations du travailleur	895
SECT. III. Obligations de l'employeur	926
CHAP. II. RESPONSABILITÉ DES PARTIES	978
SECT. I. Responsabilité du travailleur	978
SECT. II. Responsabilité de l'employeur	995
CHAP. III. EXERCICE DE L'AUTORITÉ	1000
SECT. I. Modifications du contrat	1000
SECT. II. Pouvoir disciplinaire	1007
CHAP. IV. CRÉATIONS INTELLECTUELLES ET CONTRAT DE TRAVAIL	1010
SECT. I. Généralités	1010
SECT. II. Inventions	1011
SECT. III. Œuvre littéraire ou artistique	1013
SECT. IV. Programmes d'ordinateur	1014
SECT. V. Bases de données, produits semi-conducteurs, dessins et modèles	1015

	p.
Titre V. Protection du travail	1017
CHAP. I. DURÉE DU TRAVAIL	1019
SECT. I. Champ d'application	1020
SECT. II. Notion de durée du travail (temps de travail)	1028
SECT. III. Limites de la durée du travail	1039
SECT. IV. Travail supplémentaire	1050
SECT. V. Temps de repos	1073
SECT. VI. Pauses	1074
SECT. VII. Durée du travail des jeunes travailleurs	1075
SECT. VIII. Durée du travail pour les médecins, dentistes et vétérinaires	1077
CHAP. II. TRAVAIL DE NUIT	1082
SECT. I. Champ d'application	1082
SECT. II. Interdiction du travail de nuit	1083
SECT. III. Dérogations à l'interdiction du travail de nuit	1083
SECT. IV. Introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit	1087
SECT. V. Jeunes travailleurs	1089
SECT. VI. Encadrement de certaines prestations de nuit	1092
SECT. VII. Limitation de la durée du travail de nuit	1101
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1102
CHAP. III. REPOS DU DIMANCHE	1104
SECT. I. Champ d'application	1104
SECT. II. Réglementation	1106
CHAP. IV. RESPECT DES HORAIRES	1119
CHAP. V. JOURS FÉRIÉS	1121
SECT. I. Champ d'application	1122
SECT. II. Jours fériés et jours de remplacement	1123
SECT. III. Interdiction d'occupation au travail pendant les jours fériés	1126
SECT. IV. Rémunération des jours fériés	1128
SECT. V. Surveillance et sanctions	1137
CHAP. VI. NOUVEAUX RÉGIMES DE TRAVAIL	1138
SECT. I. Objectif	1139
SECT. II. Champ d'application	1139
SECT. III. Autorisation de déroger à certaines dispositions légales	1140
SECT. IV. Surveillance et sanctions	1147

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
CHAP. VII. VACANCES ANNUELLES	1148
SECT. I. Champ d'application	1149
SECT. II. Principes généraux	1151
SECT. III. Durée des vacances	1154
SECT. IV. Pécule de vacances	1165
SECT. V. Fixation du moment des vacances et fractionnement	1195
SECT. VI. Jours de vacances supplémentaires	1200
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1207
CHAP. VIII. LE COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE	1209
CHAP. IX. DON DE CONGÉS CONVENTIONNELS	1212
CHAP. X. BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS	1215
SECT. I. Généralités	1216
SECT. II. Politique de bien-être	1223
SECT. III. Organes pour le bien-être lors de l'exécution du travail	1229
SECT. IV. Surveillance de la santé des travailleurs	1277
SECT. V. Mesures en cas d'accident du travail	1311
SECT. VI. Gestion du stress	1314
SECT. VII. Prévention des risques psychosociaux au travail	1317
SECT. VIII. Protection des travailleurs contre la fumée de tabac	1361
SECT. IX. Politique de prévention alcool et drogues dans l'entreprise	1364
SECT. X. Litiges, surveillance et sanctions	1370
CHAP. XI. PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT AU SEIN DES ENTREPRISES	1375
SECT. I. Généralités	1375
SECT. II. Coordinateur environnemental	1376
CHAP. XII. ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	1377
SECT. I. Égalité de traitement et interdiction de discrimination en général	1378
SECT. II. Égalité de traitement entre hommes et femmes	1421
SECT. III. Égalité de races	1440
SECT. IV. Égalité de traitement des ressortissants de l'U.E.	1446
SECT. V. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région wallonne	1447
SECT. VI. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale	1459
CHAP. XIII. PROTECTION DES JEUNES ET DES FEMMES	1469
SECT. I. Interdiction de travailler	1470
SECT. II. Protection des jeunes au travail	1475

	p.
SECT. III. Protection des stagiaires	1481
SECT. IV. Protection de la maternité	1486
CHAP. XIV. TRAVAIL FRAUDULEUX	1506
SECT. I. Travail frauduleux dans le secteur de la construction	1506
SECT. II. Travail frauduleux à caractère commercial ou artisanal	1510
Titre VI. Rémunération, frais et participation financière	1513
CHAP. I. NOTION DE RÉMUNÉRATION ET DROIT À LA RÉMUNÉRATION	1515
SECT. I. Notion de rémunération	1515
SECT. II. Droit à la rémunération	1519
CHAP. II. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION	1533
SECT. I. Détermination de la rémunération	1533
SECT. II. Étendue de la rémunération	1535
SECT. III. Calcul de la rémunération	1582
CHAP. III. PROTECTION DE LA RÉMUNÉRATION	1584
SECT. I. Généralités	1585
SECT. II. Paiement de la rémunération	1601
SECT. III. Mesurage du travail	1620
SECT. IV. Retenues sur la rémunération	1621
SECT. V. Surveillance et sanctions	1625
CHAP. IV. SAISIE ET CESSION DE LA RÉMUNÉRATION	1628
SECT. I. Limitation des saisies et des cessions	1629
SECT. II. Procédure relative à la saisie de la rémunération	1637
SECT. III. Procédure relative à la cession de la rémunération	1637
SECT. IV. Concours	1644
CHAP. V. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE POUR LE PAIEMENT DE LA RÉMUNÉRATION	1646
SECT. I. Régime général	1646
SECT. II. Régime particulier portant exclusivement sur la responsabilité solidaire du contractant direct en cas d'activités dans le domaine de la construction	1652
SECT. III. Régime particulier en cas d'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal	1657
CHAP. VI. PRIVILÈGE	1662

	p.
CHAP. VII. REMBOURSEMENT DES FRAIS	1665
CHAP. VIII. PARTICIPATION FINANCIÈRE DES TRAVAILLEURS ET AVANTAGES LIÉS AUX RÉSULTATS	1666
SECT. I. Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	1668
SECT. II. Avantages non récurrents liés aux résultats	1682
SECT. III. Rémunération des managers des entreprises cotées en Bourse	1696
SECT. IV. Politique de rémunération des établissements de crédit	1700
CHAP. IX. ASPECTS FISCAUX DE LA RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS	1703
SECT. I. Champ d'application personnel	1703
SECT. II. Aperçu des revenus imposables des travailleurs	1705
SECT. III. Rémunérations proprement dites et avantages de toute nature	1708
SECT. IV. Remboursement des dépenses propres à l'employeur	1713
SECT. V. Base imposable et taux d'imposition	1746
SECT. VI. Précompte professionnel	1750
Titre VII. Mobilité du travailleur	1769
CHAP. I. FRAIS DE TRANSPORT	1770
SECT. I. Champ d'application	1770
SECT. II. Transports en commun par train	1771
SECT. III. Transports en commun publics autres que le chemin de fer	1777
SECT. IV. Transports en commun publics combinés	1778
SECT. V. Transports en commun publics sur le territoire d'un autre État membre	1778
SECT. VI. Date et modalités du remboursement	1779
SECT. VII. Aspects fiscaux	1779
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1780
CHAP. II. ALLOCATION DE MOBILITÉ	1782
SECT. I. Généralités	1782
SECT. II. Instauration de l'allocation de mobilité	1784
SECT. III. Durée, ampleur et évolution de l'allocation de mobilité	1786
SECT. IV. Statut de l'allocation de mobilité	1788
SECT. V. Cotisations de sécurité sociale et aspects fiscaux	1789
CHAP. III. BUDGET MOBILITÉ	1792
SECT. I. Généralités	1792
SECT. II. Instauration du budget mobilité	1793
SECT. III. Composition du budget mobilité	1795

	p.
SECT. IV. Durée, ampleur et évolution du budget mobilité	1796
SECT. V. Mise à disposition du budget mobilité	1798
SECT. VI. Statut du budget mobilité	1799
SECT. VII. Cotisations de sécurité sociale et aspects fiscaux	1800
CHAP. IV. PLANS DE DÉPLACEMENTS D'ENTREPRISE	1803
SECT. I. Niveau fédéral	1804
SECT. II. Région de Bruxelles-Capitale	1806
Titre VIII. La formation du travailleur	1809
CHAP. I. LA CLAUSE D'APPRENTISSAGE OU D'ÉCOLAGE	1810
CHAP. II. AIDE À LA FORMATION EN RÉGION WALLONNE: CHÈQUES FORMATION ET CRÉDITS-ADAPTATION	1814
SECT. I. Généralités	1814
SECT. II. Chèques-formation	1815
SECT. III. Crédits-adaptation	1820
CHAP. III. AIDE À LA FORMATION EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	1825
CHAP. IV. PROMOTION SOCIALE (RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE)	1827
SECT. I. Bénéficiaires	1828
SECT. II. Enseignement et cours entrant en considération pour la promotion sociale	1828
SECT. III. Indemnités de promotion sociale	1830
SECT. IV. Droit de s'absenter	1832
CHAP. V. CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ (RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE)	1833
SECT. I. Autorité compétente	1833
SECT. II. Champ d'application	1834
SECT. III. Congé-éducation payé	1837
SECT. IV. Remboursement de la rémunération à l'employeur	1845
SECT. V. Prescription	1848
SECT. VI. Surveillance et sanctions	1849
CHAP. VI. OBJECTIF DE FORMATION INTERPROFESSIONNEL	1851

	p.
Titre IX. Les travailleurs dans l'entreprise	1857
CHAP. I. LE RÈGLEMENT DE TRAVAIL	1858
SECT. I. Champ d'application	1859
SECT. II. Obligation	1860
SECT. III. Force obligatoire du règlement de travail	1860
SECT. IV. Contenu	1861
SECT. V. Établissement et modification	1869
SECT. VI. Publicité	1878
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1879
CHAP. II. LE CONSEIL D'ENTREPRISE	1881
SECT. I. Champ d'application	1882
SECT. II. Obligation d'instituer un conseil d'entreprise	1883
SECT. III. Missions	1893
SECT. IV. Composition	1922
SECT. V. Règles particulières en cas de transfert conventionnel d'entreprise	2011
SECT. VI. Règles particulières en cas de transfert d'entreprise sous autorité de justice	2013
SECT. VII. Sort du conseil d'entreprise en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	2014
SECT. VIII. Fonctionnement du conseil d'entreprise	2014
SECT. IX. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	2017
SECT. X. Litiges	2018
SECT. XI. Surveillance et sanctions	2021
CHAP. III. LE COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN	2023
SECT. I. Portée de la C.C.T. n° 101	2024
SECT. II. Obligation d'instituer un comité d'entreprise européen ou une procédure d'information et de consultation	2026
SECT. III. Droit applicable	2027
SECT. IV. Définitions et champ d'application	2028
SECT. V. Détermination du nombre de travailleurs	2031
SECT. VI. Procédure d'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure de consultation des travailleurs	2031
SECT. VII. Modifications significatives dans la structure d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises de dimension communautaire	2038
SECT. VIII. Prescriptions subsidiaires	2038
SECT. IX. Dispositions diverses	2043
SECT. X. Informations confidentielles	2045
SECT. XI. Protection contre le licenciement	2045
SECT. XII. Conflits	2046
SECT. XIII. Surveillance et sanctions	2047

	p.
CHAP. IV. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ EUROPEENNE	2049
CHAP. V. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPEENNE	2052
CHAP. VI. PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS ISSUES DE LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE DE SOCIÉTÉS DE CAPITAUX	2054
CHAP. VII. LE COMITÉ POUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION AU TRAVAIL	2057
SECT. I. Champ d'application	2058
SECT. II. Obligation d'instituer un C.P.P.T.	2058
SECT. III. Missions	2059
SECT. IV. Composition	2059
SECT. V. Protection contre le licenciement et le transfert	2060
SECT. VI. Règles particulières en cas de cession conventionnelle d'entreprise	2060
SECT. VII. Règles particulières en cas de transfert sous autorité de justice	2060
SECT. VIII. Sort du C.P.P.T. en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	2061
SECT. IX. Fonctionnement du comité pour la prévention et la protection au travail	2061
SECT. X. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	2062
SECT. XI. Litiges	2062
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2062
CHAP. VIII. LA DÉLÉGATION SYNDICALE	2063
SECT. I. Champ d'application	2064
SECT. II. Principes	2065
SECT. III. Notion de délégation syndicale	2068
SECT. IV. Institution et composition de la délégation syndicale	2068
SECT. V. Liste des C.C.T. conclues en application de la C.C.T. n° 5	2072
SECT. VI. Compétences de la délégation syndicale	2087
SECT. VII. Statut des membres de la délégation syndicale	2093
SECT. VIII. Facilités accordées à la délégation syndicale	2101
SECT. IX. Information et consultation du personnel par la délégation syndicale	2103
SECT. X. Recours aux délégués permanents	2103
SECT. XI. Litiges au sujet de la délégation syndicale	2104

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2104
CHAP. IX. LES CONFLITS COLLECTIFS	2105
SECT. I. Notion de conflit collectif et droit à l'action collective	2106
SECT. II. Réglementation juridique de la grève et du lock-out	2109
SECT. III. Prévention et fin des conflits collectifs	2125
CHAP. X. TRAVAILLEURS OCCUPÉS DANS UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ	2133
SECT. I. Réorganisation judiciaire	2133
SECT. II. Faillite	2137
Titre X. Suspension du contrat de travail	2141
CHAP. I. GÉNÉRALITÉS	2142
SECT. I. Notion de suspension et conséquences	2142
SECT. II. Aspects fiscaux	2144
CHAP. II. CAS DE SUSPENSION	2146
SECT. I. Suspension du contrat de travail pour force majeure	2148
SECT. II. Impossibilité d'entamer (à temps) ou de poursuivre le travail	2149
SECT. III. Vacances annuelles	2155
SECT. IV. Examens médicaux prénatals	2156
SECT. V. Repos de maternité et d'accouchement	2157
SECT. VI. Pauses d'allaitement	2158
SECT. VII. Temps pour siéger dans les juridictions du travail	2161
SECT. VIII. Absence pour cause de promotion sociale ou de congé-éducation payé	2162
SECT. IX. Congé politique	2162
SECT. X. Détention préventive	2171
SECT. XI. Petits chômages – Événements familiaux, obligations civiques, missions civiles et comparution en justice	2171
SECT. XII. Congé de paternité et congé d'adoption	2176
SECT. XIII. Absence pour accueil d'une personne placée et congé parental d'accueil	2182
SECT. XIV. Congé pour raisons impérieuses	2188
SECT. XV. Incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident	2192
SECT. XVI. Accident technique	2234
SECT. XVII. Intempéries	2239
SECT. XVIII. Manque de travail – contrat de travail d'ouvrier	2244
SECT. XIX. Manque de travail – contrat de travail d'employé	2254
SECT. XX. Crédit-temps, diminution de carrière et emplois de fin de carrière	2263

	p.
SECT. XXI Congé pour soins palliatifs	2309
SECT. XXII. Congé pour aidant proche	2316
SECT. XXIII. Congé pour assistance médicale	2319
SECT. XXIV. Congé parental	2327
SECT. XXV. Grève et lock-out	2344
SECT. XXVI. Suspension conventionnelle	2347
SECT. XXVII. Exceptio non adimpleti contractus	2348
SECT. XXVIII. Suspension à titre de sanction disciplinaire	2349

	p.
Titre XI	La fin du contrat de travail 2351
CHAP. I.	MODES GÉNÉRAUX DE RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL 2353
SECT. I.	Résiliation de commun accord 2353
SECT. II.	Résolution judiciaire 2356
SECT. III.	Condition résolutoire 2364
SECT. IV.	Terme résolutoire 2372
SECT. V.	Novation 2373
SECT. VI.	Annulation 2375
SECT. VII.	Force majeure 2376
CHAP. II.	MODES DE RÉSILIATION SPÉCIFIQUES AU DROIT DU TRAVAIL 2386
SECT. I.	Généralités 2387
SECT. II.	Expiration du terme 2417
SECT. III.	Achèvement du travail 2417
SECT. IV.	Congé moyennant préavis 2418
SECT. V.	Délais de préavis depuis la loi sur le statut unique 2449
SECT. VI.	Délais de préavis: régime transitoire pour les travailleurs dont le contrat a débuté avant le 1 ^{er} janvier 2014 2463
SECT. VII.	Calcul du délai de préavis en fonction de l'ancienneté acquise 2508
SECT. VIII.	Suspension de l'exécution du contrat de travail et délai de préavis 2517
SECT. IX.	Congé avant le début de l'exécution 2522
SECT. X.	Prolongation et réduction du délai de préavis 2523
SECT. XI.	Congé pour motif grave 2524
SECT. XII.	Décès 2654
SECT. XIII.	Modes particuliers de rupture régulière 2658
SECT. XIV.	Modes irréguliers de résiliation du contrat de travail 2661
CHAP. III.	INTERDICTIONS ET LIMITATIONS DU DROIT DE RÉSILIATION 2750
SECT. I.	Interdictions et limitations du droit de licencier en général 2751
SECT. II.	Interdictions et limitations légales du droit de résiliation 2756
SECT. III.	Interdictions et limitations conventionnelles du droit de résilier le contrat 2766
SECT. IV.	Aspects fiscaux et de sécurité sociale 2775
CHAP. IV.	MOTIVATION DU LICENCIEMENT ET LICENCIEMENT MANIFESTEMENT DÉRAISONNABLE 2776
SECT. I.	Raison d'être et champ d'application de la C.C.T. n° 109 2777
SECT. II.	Le droit de connaître les motifs du licenciement 2781
SECT. III.	Licenciement manifestement déraisonnable 2784

	p.	
CHAP. V.	RÉSILIATION DANS CERTAINES CIRCONSTANCES	2792
SECT. I.	Fermeture d'entreprise	2793
SECT. II.	Licenciement collectif	2824
SECT. III.	Cession d'entreprise	2855
SECT. IV.	Gestion active des restructurations	2908
SECT. V.	Intervention dans les frais d'outplacement des entreprises en restructuration	2924
CHAP. VI.	DOCUMENTS À ÉTABLIR LORS DE LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL	2930
SECT. I.	Généralités	2930
SECT. II.	Quittance pour solde de compte	2933
CHAP. VII.	ASPECTS FISCAUX DE LA RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2936
SECT. I.	Revenus imposables	2936
SECT. II.	Base imposable et taux d'imposition	2940
SECT. III.	Précompte professionnel	2944
SECT. IV.	Cas particuliers	2945
Titre XII.	Catégories particulières de travailleurs	2947
CHAP. I.	REPRÉSENTANTS DE COMMERCE	2948
SECT. I.	Notion de représentant de commerce	2949
SECT. II.	Statut juridique du représentant de commerce	2964
SECT. III.	Rémunération du représentant de commerce	2964
SECT. IV.	Indemnité d'éviction	2971
SECT. V.	Clause de non concurrence pour les représentants de commerce	2985
SECT. VI.	Clause de ducroire	2991
CHAP. II.	ÉTUDIANTS	2992
SECT. I.	Notion d'étudiant	2992
SECT. II.	Capacité	2994
SECT. III.	Contrat de travail	2994
SECT. IV.	Formalités	2995
SECT. V.	Période d'essai	2997
SECT. VI.	Fin du contrat	2998
SECT. VII.	Sécurité sociale et fiscalité	2998
CHAP. III.	TRAVAILLEURS À DOMICILE	3001
SECT. I.	Notion de travailleur à domicile	3002

TABLE DES MATIÈRES (TOME 3)

SECT. II.	Législation applicable	3003
SECT. III.	Obligations de l'employeur	3003
SECT. IV.	Formalités	3003
SECT. V.	Suspension du contrat	3006
SECT. VI.	Congé pour chercher un nouvel emploi	3007
SECT. VII.	Priorité pour un autre emploi	3007
CHAP. IV.	TÉLÉTRAVAILLEURS	3009
SECT. I.	Télétravail régulier	3010
SECT. II.	Télétravail occasionnel	3018
CHAP. V.	MARINS	3022
SECT. I.	Marine marchande	3022
SECT. II.	Pêche en mer	3023
CHAP. VI.	SPORTIFS RÉMUNÉRÉS	3025
SECT. I.	Champ d'application	3026
SECT. II.	Présomption	3027
SECT. III.	Types de contrats de travail	3029
SECT. IV.	Condition d'âge	3032
SECT. V.	Dispositions interdites	3032
SECT. VI.	Aspects fiscaux	3034
Titre XIII.	Force obligatoire du droit du travail	3037
CHAP. I.	FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES PARTIES	3038
SECT. I.	Renonciations	3038
SECT. II.	Prescription	3052
SECT. III.	"Rechtsverwerking"	3089
SECT. IV.	Intérêts	3090
SECT. V.	Régime fiscal des arriérés	3092
CHAP. II.	FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES AUTORITÉS PUBLIQUES	3096
SECT. I.	Documents sociaux	3097
SECT. II.	Bilan social	3110
SECT. III.	Surveillance du respect du droit social	3113
SECT. IV.	Poursuite et répression des infractions au droit social	3161

p.

Registres

Répertoire législatif	3205
Répertoire de la jurisprudence de la cour de cassation citée	3281
Registre alphabétique	3311